

## **Espagne 1936 : Front populaire et politiques militaires**

*CLT, Numéro 27, septembre 1986*

Les historiens commencent en général à reconnaître aujourd'hui — un demi-siècle après — que la riposte ouvrière et paysanne au *golpe*, coup de force de l'armée d'Espagne, a dès les premiers moments revêtu la forme de cette révolution que les militaires soulevés voulaient précisément étouffer dans l'œuf.

La révolution espagnole mûrissait depuis des années. La répression de l'insurrection d'octobre 1934 l'avait plutôt nourrie qu'étouffée. Le dispositif de sécurité mis en place par les organisations traditionnelles, le Front populaire, s'avérait impuissant, son succès électoral ayant constitué un facteur d'une accélération formidable. Tout prouve que l'on assistait dans les premiers mois de 1936 aux premiers pas, gigantesques, d'une grandiose révolution, visibles à travers la grève des ouvriers du bâtiment qui tint Madrid en haleine pendant le mois de juin, mais aussi à travers le gigantesque mouvement paysan d'occupation des grands domaines dans la province de Badajoz en mars ou la grève de Malaga un peu plus d'un mois plus tard.

Tout essai d'interprétation doit évidemment tenir compte de ces formes concrètes du mouvement de masses et de leur signification en tant que déclaration d'une guerre sociale. Les hommes qui écrivent l'histoire, comme ceux qui décident au sommet de la politique des classes dirigeantes savent que de tels mouvements sont des signes d'une valeur infiniment supérieure à celle des déclarations ou discours, même les plus radicaux, qui ne sont eux-mêmes que les reflets plus ou moins déformés de ces mouvements sociaux nés dans les profondeurs. Les sévères censeurs de Largo Caballero — et il n'en manque pas aujourd'hui chez les historiens espagnols — sont plus à l'aise dans le commentaire de textes que dans l'analyse des contradictions sociales qui menaient à l'affrontement en armes entre classes sociales qu'il est d'usage d'appeler « *guerre civile* » et qui est, bien entendu, comme la guerre elle-même, la poursuite de la politique par d'autres moyens.

Depuis 1934 on assistait en Espagne à une sorte de « *division du travail* » entre les partisans de l'« *ordre* », représentants de l'oligarchie terrienne et financière, Eglise et Armée. Il faut être stupide et d'une grande mauvaise foi pour assurer qu'en 1936, ils se sont réunis sous l'effet des discours et du « *radicalisme* » de Largo Caballero, car ce sont simplement des circonstances nouvelles qui leur ont dicté des décisions d'action. A partir de la fin de 1934, tandis que Gil Robles et la CEDA tentent la reconquête légale, la destruction par la voie parlementaire des réalisations et conquêtes ouvrières, les chefs militaires les ont épaulés l'arme au pied, les uns et les autres laissant ouvert le recours éventuel à la lutte armée. Avec les élections de février 1936 et la victoire du Frente popular, les politiques vont reculer au second plan cependant que les militaires se préparent à employer leurs moyens à eux. On connaît les initiatives du général Franco qui offre immédiatement ses services pour dissoudre les Cortes, et son beau-frère Serrano Suner affirme que le futur Caudillo envisagea même un instant de prendre la tête des élèves officiers pour exiger du Président de la République l'annulation des élections. Il n'en fit rien et se retira à l'arrière-plan laissant au général Sanjurjo la tête d'affiche et au général Mola la direction effective de la conspiration.

Il semble bien aujourd'hui que les premiers historiens de la guerre civile aient peut être accordé une excessive confiance aux premiers historiens franquistes qui, désireux de nourrir la légende de l'Armée salvatrice, ont fait de la conspiration une affaire purement militaire, les généraux ayant définitivement mis à l'écart les dirigeants politiques de droite. En fait, les hommes politiques de la réaction, s'ils ne sont pas impliqués dans le détail des opérations, n'en sont pas moins actifs. Il suffira d'indiquer sur ce point que Gil Robles verse à Mola des sommes considérables et que José Calvo Sotelo participe à la

désignation des futurs cadres administratifs de l'Etat nouveau. Le phénomène est très clair dans les provinces et l'on voit à Cordoue officiers en retraite, grands propriétaires, *senoritos*, phalangistes, *toreros* et gens du milieu participer aux préparatifs puis s'armer dans les casernes sous l'étiquette « *hommes d'ordre* »<sup>1</sup>.

Ayant rejeté l'insurrection immédiate, les conjurés — toute une classe de privilégiés — ne renoncent pas pour autant au *golpe*, ce « *coup* » militaire, appuyé sur l'armée et la police qui doit leur permettre d'abattre ce régime républicain qui révèle son impuissance face aux revendications ouvrières et paysannes. Mais l'improvisation — une nouvelle « *sanjurjada* » — s'avère impossible : la moitié au moins des soldats sont touchés par une politisation aux accents souvent hostiles à l'armée, le gouvernement républicain s'efforce, sans scandale et sans rien casser, de placer à des postes-clés ses hommes de confiance, de nombreux officiers, même apolitiques refusent l'aventure d'un soulèvement et demeurent fondamentalement loyalistes. Il faut donc combler les trous, colmater les brèches, étendre et compléter le réseau de la conspiration. Ce travail, qui a ses spécialistes, ses courriers, ses taupes, ses activistes et ses propagandistes, ne cesse de se développer jusqu'au 17 juillet où se soulèvent les unités de l'armée du Maroc.

Il se trouve aujourd'hui encore des « *manuels* » ou des cours photocopiés pour assurer que le soulèvement militaire eut pour cause l'assassinat, des mains de policiers socialistes qui l'avaient enlevé, de José Calvo Sotelo, porte-parole de la droite aux Cortes et chef civil de la conspiration. Ce meurtre — représailles contre l'assassinat d'un officier républicain — ne fut qu'un épisode dans la marche des événements, un pas supplémentaire dans la voie de la conflagration, le prétexte dont les généraux conspirateurs se saisirent pour justifier une action de longtemps préparée.

A l'époque où la participation à la préparation du *golpe* était titre de gloire et source de pouvoir, les historiens franquistes ne se sont pas privés de fournir des détails à leurs lecteurs. On peut dans leurs livres suivre les efforts des conspirateurs pour consolider leurs appuis extérieurs, élargir leurs ressources. Ils étendent leur réseau, quadrillent avec soin états-majors et unités, pratiquent sondages et marquage pour repérer et contrôler amis et ennemis. Le recrutement ne se fait pas seulement par conviction, mais aussi par corruption : tous les généraux considèrent comme normal que l'un des leurs se soit vu offrir une grosse somme. L'une des activités essentielles est évidemment ce qu'on appelle la « *neutralisation* » et, qui peut aller jusqu'à la suppression des éventuels adversaires ou obstacles, officiers « *loyaux* » pour des raisons idéologiques et morales, hommes du contingent connus pour être organisés dans le civil : dans cette besogne, l'armée évite de se salir les mains et de se prêter trop tôt à une lutte « *fratricide* » : les exécutions d'officiers de gauche avant le soulèvement, sont le domaine réservé des *Pistoleros* phalangistes.

Ces opérations « *internes* » — à l'intérieur des unités de l'armée et de la police — la seconde permettant de couvrir et protéger la première — se déroulent dans des conditions très diverses d'une province, d'une ville, d'une caserne, d'une unité à une autre. Quand un homme qui exerce un commandement est engagé dans la conspiration ou sympathise avec elle, les choses sont relativement faciles. Mais d'énormes problèmes se posent quand un commandant d'unité ou de place, ou de région, n'a donné ni son assentiment ni même son opinion, ce qui fait courir des risques — d'ailleurs tout relatifs — aux conspirateurs. Le travail de prosélytisme et de recrutement est à plusieurs degrés, à travers une préparation tant politique que psychologique. La base en est évidemment l'attachement des officiers à l'armée, à l'ordre, à l'ordre par l'armée et à l'ordre dans l'armée. Les incidents qui se multiplient — notamment à Saragosse au printemps — illustrent la mentalité de ces chefs pour qui

---

<sup>1</sup> Maximo Moreno Gomez, *La Guerra Civil en Cordoba (1936-1939)*, p. 11

l'attachement à la République et à ses lois constitue une menace, voire une atteinte à leurs droits et privilèges. Les officiers de « *gauche* », les recrues liées au mouvement ouvrier, sont surveillés et devront au jour j disparaître sans qu'il soit besoin de jugement : ce sont les rebelles qui, les premiers, passeront par les armes des officiers de l'armée espagnole.

Les conspirateurs ne sont pas assurés cependant de vaincre du premier coup et facilement ; ils savent que le mouvement peut être très minoritaire et ne négligent pas les forces auxiliaires que la réaction traditionnelle peut leur apporter. D'où l'alliance négociée par Mola avec *la Comunion tradicionalista*, l'organisation carliste de l'avocat Fal Condé : en Navarre et au Pays Basque, depuis 1931 se sont construites ces unités aux bérets rouges (les boinas) qu'on appelle-les requêtes, « *Chouans du XXe siècle* » selon une expression heureuse. A partir de 1933, Fal Condé est étroitement lié aux conspirateurs, en particuliers avec le colonel puis général Varela, « *Don Pépé* », qui assure protection et conseils. Dans les années qui précèdent la guerre civile, les dépôts d'armes clandestins sont mis en place, les hommes apprennent à manier les armes, manœuvrer, se déplacer. Ces paysans ignorants écoutent docilement les appels à la croisade que lancent leurs prêtres et leurs propriétaires. Les carlistes sont partie prenante en 1934 dans l'accord signé entre les conspirateurs et Mussolini. La Navarre va recevoir clandestinement des armes italiennes. Leurs chefs, sous l'étiquette d'« *officiers péruviens stagiaires* » suivent des cours de formation de l'armée italienne. Au jour j, cette opération mettra 30 000 miliciens disciplinés et formés sous les ordres du général Moja dont on sait qu'ils pesèrent d'un poids décisif dans le Nord du pays.

Faut-il ajouter que les plans des conspirateurs militaires, préparés dans les règles, sont encore favorisés par la tradition espagnole et l'histoire concrète des dernières années ? Ce sont surtout des officiers de gauche qui ont saisi l'occasion de la loi Azana pour quitter une institution qui ne leur offrait guère d'avenir. Nombreux également sont ceux qui ont été écartés des points névralgiques aux lendemains de l'Octobre 1934 où un sérieux nettoyage a déjà eu lieu dans les cadres.

Ceux qui vont prendre parole et initiative armée au nom des classes dirigeantes en les habillant des couleurs de « *l'Espagne éternelle* », les officiers conspirateurs autour d'Emilio Mola, préparent la guerre civile, tout à fait ouvertement. Comment conçoivent-ils cette guerre qu'ils préparent ? Certainement pas — qui pourrait s'en étonner ? — sous la forme de la guerre civile qu'ils vont déclencher en réalité. Ils ne s'attendent certes pas à une guerre de tranchées de plusieurs années à livrer sur les fronts continus comme dans la Première Guerre Mondiale — préparation d'artillerie, bombardements aériens, vagues d'assaut, sièges prolongés. De leurs alliés et notamment du gouvernement italien, ils attendent appui matériel et logistique ; mais pas sous la forme à laquelle ils devront avoir recours dans la guerre qu'ils ouvrent.

Leur « *movimiento* » est un *golpe*, un coup d'Etat militaire qui ne devrait pas dans leur esprit durer plus de quelques jours : c'est l'élite des forces armées, à savoir l'Armée et la Police de la République qui doivent prendre le pouvoir, mettre hors-la loi leurs adversaires, arrêter en masse responsables et militants des partis et des syndicats. Le *golpe* qu'ils préparent ensemble ressemble à ce que sera trente-et-un ans plus tard au Chili, celui de Pinochet. Nous savons pourtant que cette attente fut déçue : ni l'armée ni la police n'ont pu vaincre partout et d'un seul coup. En bien des endroits, elles ont été vaincues par ceux qu'elles voulaient écraser. Dans plusieurs cas — celui de la Flotte est le plus connu — c'est la résistance des hommes souvent encadrés par des sous-officiers qui a fait échouer le *golpe*. En d'autres termes, un quarteron d'officiers a effectivement déclenché la guerre civile, mais celle-ci a d'emblée traversé l'armée et abouti parfois à sa destruction pure et simple.

C'est cette situation telle qu'elle apparaît au lendemain du déclenchement du *golpe* qui nous amène par conséquent à examiner les obstacles qui ont donné à l'initiative des conspirateurs ce tour imprévu,

en commençant par la politique du gouvernement porté au pouvoir par la majorité de Frente popular, ainsi que celle des organisations ouvrières, jadis et syndicats, membres du Frente popular ou non. L'histoire de la politique militaire des gouvernements républicains de Frente popular a été souvent faite et refaite et continue néanmoins à surprendre. Les dirigeants républicains, politiques et policiers ont fermé les yeux sur les préparatifs des conspirateurs, laissé se développer leur entreprise. De ce point de vue, les travaux récents ne font qu'alourdir un bilan déjà important : F. Moreno Gomez dans son magistral travail sur Cordoue montre qu'à deux reprises, le 12 et le 18 juillet, la Sûreté républicaine a tout su, d'abord sur les préparatifs et les hommes, ensuite sur l'ultime conversation téléphonique entre Queipo de Llano à Séville et Cascajo à Cordoue, mais qu'elle les a laissés aller jusqu'au bout <sup>2</sup>.

En déplaçant d'une garnison à une autre les comploteurs connus qu'il se refuse à arrêter et à juger, le gouvernement républicain contribue également, contre son gré peut-être, à généraliser le cancer qui ronge l'armée et à diffuser les consignes des conspirateurs. Doit-on suivre Stanley Payne quand il explique que ni Azana ni Casares Quiroga ne croyaient à la possibilité d'un soulèvement militaire et qu'ils ont imaginé, au pire, une nouvelle sanjuriada — un coup de tête de militaires extrémistes — mais pas cru à la possibilité d'un véritable soulèvement, d'un *golpe* sanglant <sup>3</sup>. On peut sans doute admettre que ces hommes politiques, au fond très conservateurs, enfermés dans le cadre de leur pensée juridique et parlementaire, se soient refusés à prendre à la lettre les révélations pourtant circonstanciées du colonel Mangada qu'ils prenaient incontestablement — et depuis longtemps — pour un redoutable farfelu à moins qu'ils aient seulement décidé de le faire passer pour tel. Mais même en tenant cela pour acquis, il n'est guère facile d'expliquer que les assassinats systématiques d'officiers socialistes et socialisants ne les aient pas éclairés, ne leur ait pas démontré une vérité aujourd'hui aveuglante à Posteriori, à savoir que les gens de la droite savaient franchir la frontière du droit et de la légalité et n'hésitaient pas à verser, avant même l'éclatement du conflit armé, non seulement du sang espagnol, mais du sang d'officiers espagnols. Et que dire de la surprise des autorités sévillanes alors que la conversation du 18 juillet de Queipo de Llano avec son lieutenant de Cordoue avait été écoutée ?

Aussi préférons-nous une explication différente. Si les dirigeants espagnols avaient, ne fût-ce qu'un instant, pris vraiment au sérieux les éléments venant de divers côtés qui leur permettaient de connaître l'étendue des préparatifs, l'activité des conspirateurs, les hommes politiques républicains auraient eu le choix entre engager avec l'armée l'épreuve de force qu'ils voulaient éviter et frayer la voie à cette révolution qu'ils pensaient avoir le devoir d'empêcher à tout prix, en détruisant l'unique obstacle assez puissant pour l'arrêter, à savoir l'armée. Les affirmations des hommes politiques sur la « *loyauté* » et la « *fidélité* » des chefs militaires ne sont pas le résultat de leur conviction que tels sont ces hommes, mais de la nécessité qu'il y a pour eux à affirmer qu'ils sont ainsi, précisément pour conjurer le péril qu'ils incarnent.

La politique du gouvernement républicain se réduit en dernière analyse, exception faite d'arrestations de conspirateurs particulièrement voyants, comme le fameux requête Varela, à un « *jeu des quatre coins* » dans lesquels on échange les commandements sans jamais modifier le rapport de forces à l'intérieur du corps des officiers entre les golpistes ; les loyaux et les hésitants. Gabriel Cardona a sans doute raison d'indiquer que la politique du gouvernement de février à juillet aura été d'assurer avant tout la loyauté du corps des Asaltos en l'encadrant au plus serré de chefs républicains. Pour le reste les unités régulières de l'armée, les différentes combines ne lui ont permis que de « *couvrir à peine les*

---

<sup>2</sup> Ibidem, p. 13.

<sup>3</sup> Stanley Payne, *Ejército y sociedad en la España liberal 1808-1936*, p. 465.

*commandements des divisions, une partie des brigades et peu de régiments* »<sup>4</sup>. Les conspirateurs en revanche ont essentiellement travaillé le commandement des compagnies et l'état-major. Le plan de soulèvement des troupes à Madrid, Barcelone et Valence, confié à trois conspirateurs « extérieurs » Fanjul, Goded et González Carasco, n'avait rien d'utopique et reposait au contraire sur ce rapport de forces qui permettait de gagner une garnison en changeant la tête, par la conviction, le chantage et le meurtre. Peut-on ajouter au passage que les affirmations des hommes politiques républicains quant à la fidélité à la République du corps des officiers a, dans de très nombreux cas, coûté précisément la vie aux rares officiers républicains et loyaux. En envoyant à Burgos le général Nunez del Prado, Casares Quiroga l'envoyait à la mort ; la liste est longue des officiers, généraux compris, qui ont été assassinés ou exécutés parce qu'ils se dressaient sur la route des défenseurs de l'« Espagne éternelle ».

Il faut d'ailleurs souligner la grande méfiance dont le gouvernement républicain a fait preuve à l'égard de ceux qui, du temps de la droite au pouvoir, s'étaient affirmés républicains. En 1935, alors qu'une partie des militaires liés à l'insurrection d'octobre 1934 étaient sous les verrous, attendant d'être jugés, d'autres avaient constitué une organisation secrète, l'*Union Militar Republicana Antifascista (UMRA)* que dirigeait un largocaballeriste, le commandant Eleuterio Diaz-Tendero Merchan. Mais seule la fraction caballeriste du P.S.O.E. leur accorde quelque protection. Après février 1936, l'UMRA, comme le souligne Cardona, « ne jouit pas clairement de l'appui du gouvernement et ne fut pas employée pour essayer de contrôler l'UME ». On peut comprendre la stupeur d'Ignacio Hidalgo de Cisneros, membre de l'UMRA, quand Casares lui assure, à propos du colonel Yague, l'un des plus obtus et des plus authentiquement « fascistes » parmi les « Africains », qu'il a la certitude absolue que « ce parfait militaire ne trahira jamais la République, car il a donné sa parole d'honneur et son serment de militaire qu'il le servirait toujours avec loyauté », car « les hommes comme Yague tiennent leurs engagements sans autre garantie que leur parole »<sup>5</sup>. A ce moment précis, Hidalgo de Cisneros sait qu'il figure, après Faraudo et Castillo, sur la liste des officiers à abattre en priorité<sup>6</sup> — une liste qui émane des conspirateurs dont Yague, avec ses unités étrangères du Tercio, constitue le fer de lance.

Peut-être une étude plus poussée permettra-t-elle de déceler dans quelle mesure les politiques républicains, dont beaucoup étaient francs-maçons, ont été victimes de l'illusion d'optique qui les a conduits à se fier à leurs frères maçons, placés par eux et pour cette raison même, aux postes de commande. Si nombre d'officiers francs-maçons — dont Miguel Nunez del Prado n'est que le plus célèbre — tombent sous les balles des golpistes aux premières heures, combien d'autres acceptent de se ranger au premier rang de rebelles — Cabanellas à Saragosse — où est fusillé Nunez, son frère maçon ; Aranda à Ovideo, Queipo de Llano à Séville ? Il semble bien que la solidarité de classe et de caste l'ait emporté au sommet de la pyramide militaire et maçonnique sur les liens « philosophiques » et la fraternité maçonnique.

Le problème de la guerre civile s'était déjà posé concrètement en 1934 : à cette époque, les dirigeants socialistes avaient cru pouvoir déclencher eux-mêmes les combats, engager la guerre civile. Les milices socialistes encadrées par les J.S., les milices communistes (MAOC), bien moins nombreuses, avaient constitué l'un des volets de la force armée prévue, l'autre étant les troupes qui devaient être amenées par les officiers socialistes et républicains qui n'étaient finalement pas intervenus. La répression d'après Octobre a démantelé les formations miliciennes ouvrières. Elle a permis de chasser de l'armée et d'envoyer en prison des officiers socialistes comme José del Castillo, Màximo Moreno, Ricardo De

---

<sup>4</sup> Gabriel Cadorna, *El Poder militar en la Espana contemporanea hasta la guerra civil*, p. 239.

<sup>5</sup> Ignacio Hidalgo de Cisneros, *Cambio de Rumbio*, II, pp. 165-166.

<sup>6</sup> Ibidem, p. 167.

La Puente, Fernando Condés, Benito Sánchez, de faire partir bien d'autres comme Carlos Faraudo ou Arturo González Gil. Elle a permis de saisir des milliers d'armes. La plus grande partie de celles qui n'ont pas été saisies sont désormais hors d'usage. Pourtant il reste de cette expérience un acquis : il y a du côté ouvrier des cadres militaires, dans les partis et les syndicats et surtout à leurs côtés.

De l'époque où l'Internationale communiste préparait la révolution mondiale et rêvait d'octobres victorieux et d'armées rouges parcourant le monde, le P.C.E. a hérité de quelques chefs ouvriers et paysans, Valentin González, qu'on va appeler El Campesino, un ancien sous-officier de la Légion qui dirige un commando de choc du parti dans les bagarres avec la Garde civile, et ces deux cadres d'origine ouvrière, Enrique Lister et Juan Modesto, qui, réfugiés à Moscou, y ont reçu une formation militaire spéciale. Du côté socialiste, on trouve à la tête des milices ou prêts à y servir des hommes comme l'ancien sous-officier Francisco Martínez Dutor, un Asturien, ou des hommes qui ont fait leur service militaire comme l'Italien Fernando De Rosa ou le jeune licencié en sciences Manuel Tagiena. En outre, il semble bien que la lutte contre la répression puis la venue du Front populaire au pouvoir ait permis de resserrer les liens avec les militaires, certains officiers dégagés des cadres ayant même repris du service, comme le commandant Jurado, avec l'avènement d'un gouvernement de gauche.

Au temps du *bienio negro*, organisation clandestine de militaires « *de gauche* », l'UMRA a organisé officiers et sous-officiers liés aux partis républicains et ouvriers. Après les élections de 1936, on trouve certains d'entre eux dans l'entourage des ministres, comme Luis Barcelô, officiellement membre du parti d'Azana, secrètement membre du P.C., qui est aide-de-camp de Casares Quiroga. Nombre d'entre eux ont des liens publics avec le P.S.O.E. et la J.S.U. L'officier du génie Carlos Faraudo accepte d'être instructeur puis commandant des milices socialistes. L'ancien fantassin José del Castillo, devenu *asalto* comme le cavalier Maximo Moreno, le populaire « *Rubio* » aussi. Le chef de l'UMRA, le capitaine Diaz-Tendero, est membre du P.S.O.E. et partisan convaincu de Largo Caballero. Et il y a sans doute des dizaines d'officiers qui pensent comme eux. Les officiers communistes n'ont pas jeté le masque. L'ingénieur Arturo Gonzalez Gil, capitaine d'aviation dégagé des cadres, est responsable militaire des JSU. Le POUM aussi a ses contacts militaires : à Madrid, Santiago Martínez Vicente, capitaine au 4e d'infanterie, est un très ancien lecteur et admirateur de Trotsky et fut au moins proche de la *Izquierda comunista* et, à Barcelone, Francesc Piquer est un vieux sympathisant du BOC. Un peu partout, dans les milices socialistes ou communistes, près d'elles, s'affairent des sous-officiers de réserve ou d'active, comme le sergent aviateur Velasquez, de la base aérienne de Cuatro-Vientos, qui est l'un des plus actifs.

Les anarchistes ne semblent pas avoir compté directement sur les cadres de l'armée : ce n'est qu'à partir de 1938 qu'ils auront leur « *conseiller militaire* », celui qui n'est encore en 1936 que le lieutenant-colonel Romero Bassart, aviateur en garnison au Maroc. Il est cependant probable qu'ils ont, depuis des années, un contact direct avec des officiers catalans et catalanistes comme Enric Pérez Fanas ou les frères Vincent et Josip Guarner. Le cas catalan est probablement particulier. Alors que le congrès de Saragosse de la CNT a rejeté avec mépris les propositions de Garcia Oliver et Francisco Ascaso pour la création de milices fédérales et des préparatifs pour faire face au coup de force militaire en gestation, le comité de défense CNT de la province dispose d'une certaine force, bien qu'à peine organisée, à travers son réseau de « *comités de défense* ». Au début de 1935 cependant, le comité de Catalogne, sous l'impulsion de Juan Garcia Oliver, a réussi à se procurer et, depuis, à cacher et entretenir trois cents carabines Winchester environ<sup>7</sup> sans compter les armes courtes. Depuis dix-huit mois, quand l'insurrection éclate, les « *spécialistes* » des C.D. se sont penchés sur les différents plans de riposte à un éventuel golpe militaire : on a 18 mois d'avance à Barcelone, note Garcia Oliver qui

---

<sup>7</sup> Juan Garcia Oliver, *El Eco de l'OS Pasos*, p. 161.

constate pourtant avec une pointe d'amertume que ses camarades ont plutôt étudié les hypothèses dans lesquelles c'est à eux que revenait l'initiative de la lutte armée <sup>8</sup>

La Catalogne où les travailleurs viendront relativement aisément à bout du soulèvement des casernes constitue cependant de ce point de vue de l'organisation militaire une exception. De façon générale, quand la guerre civile éclate, les ouvriers n'ont pas d'armes. De ce point de vue, la politique des organisations traditionnelles n'a pas été jusqu'alors différente de celle des autres formations du Front populaire et du gouvernement Casares : on a compté sur les cadres fidèles, les chefs « *républicains* » et les unités bien encadrées d'Asaltos pour s'opposer éventuellement aux factieux et on a exclu comme provocateur voire excessivement dangereux en soi l'armement du peuple. L'exemple de Cordoue cité récemment par M. Moreno Gomez est illustrant. A l'approche du jour j le gouverneur de la province, Rodriguez de Léon, membre de la *Izquierda republicana*, donc du Front populaire et ami personnel de Martinez Barrio ordonne la remise de toutes les armes, ainsi que des stocks des armureries et magasins de chasse et les fait entreposer dans... les casernes <sup>9</sup>. Les dirigeants du Front populaire multiplient délégations et palabres dans son bureau pour exiger qu'il les fasse transférer dans un local sous leur contrôle, mais, devant son obstination, ne trouvent rien de mieux que de l'accompagner partout. Quand les militaires se « *prononcent* », les ouvriers n'ont aucune arme et sont écrasés en quelques heures. Ailleurs, les ouvriers ont la chance que les autorités soient moins prévoyantes et leurs dirigeants moins « *légalistes* » que ceux de Cordoue. Ils vont trouver des armes qui leur serviront à... se procurer des armes. On va perquisitionner dans les maisons des riches. A Barcelone et dans les autres ports, on réquisitionne les armes qui sont détenues sur les postes de commandement des bateaux. Ailleurs, on vide les armureries. Mais le bilan est loin d'être impressionnant. L'arme essentielle est parfois l'essence : à Malaga les ouvriers tracent un cercle de feu autour des casernes. Partout ils fabriquent ce redoutable engin explosif, la bouteille d'essence qui deviendra bien injustement le « *cocktail Molotov* ». Le plus souvent, c'est la dynamite qu'on trouve sur tous les chantiers et que beaucoup d'ouvriers savent manier. Dans les régions minières on constitue des « *unités d'explosifs* » et c'est là qu'apparaît le *dinamitero* symbolique. Certaines colonnes partent à l'assaut avec quelques centaines d'hommes, quelques dizaines de fusils, des grenades dans des peaux de tomates, des haches, des fourches, des couteaux et reviennent des premiers combats avec un effectif de milliers presque armés. Certains officiers, socialistes notamment, prennent sur eux de donner des armes aux syndicats et aux partis. A Séville, des officiers d'*asaltos* donnent 800 mousquetons au P.C. et à l'U.G.T., à Madrid, le lieutenant-colonel Rodrigo Gil Ruiz qui commande la caserne du Parc d'artillerie, à Barcelone le commandant Guarner, distribuent les armes aux combattants ouvriers volontaires. Un autre socialiste, le lieutenant-colonel Carratalà de l'UMRA, est abattu parce qu'il vient de donner l'ordre d'en faire autant dans la caserne de Carabanchel.

Un rôle important est tenu aux toutes premières heures du soulèvement militaire par les militants sous l'uniforme qui organisent la résistance dans les casernes. A la caserne de la Montana, le capitaine Santiago Martinez Vicente résiste par la parole, puis par les armes, aux ordres donnés : il est emprisonné et on va en faire un exemple. Le même scénario se déroule à la caserne de Getafe où l'homme visé est le commandant Enrique Jurado Barrio. Mais le premier réussit à s'évader quand une bombe lancée par un « *avion loyal* » abat providentiellement le mur de sa geôle et il constitue dans la caserne madrilène la « *tête de pont* » du peuple ; le commandant Jurado convainc ses geôliers, puis ses camarades et prend le commandement de l'unité qui élimine les chefs factieux. Souvent ce sont des sous-officiers qui improvisent la résistance : le sergent Carlos Fabra, à la caserne de Paterna à

---

<sup>8</sup> Ibidem, p. 171.

<sup>9</sup> Moreno Gomez, op. cit. , p. 9.

Valence, le sergent-chef José del Rio, à celle du 8e régiment de Malaga. Mais bien des chefs militaires « *de gauche* » seront les premières victimes du *movimiento* : on sait que ce dernier a passé par les armes huit généraux qui se sont opposés à lui et des dizaines d'officiers parmi lesquels nous citerons le commandant De la Puente, condamné pour son action en 1934, commandant de l'aviation au Maroc, passé par les armes.

Les combattants de la guerre civile, du peuple, ce sont les masses, ouvriers et paysans, au premier rang les jeunes. Dès les premières heures, ce sont des foules, au sein desquelles se trouvent seulement quelques noyaux organisés, unités d'auto-défense, groupes de militaires, et nombre d'hommes échappés des casernes. Ainsi le capitaine Santiago Martinez Vicente participe-t-il, avec le sergent Velazquez, à l'organisation de l'assaut de la Montana. Des unités entières, voire des détachements de l'armée régulière, des *asaltos*, plus rarement de la Garde civile, voient leurs chefs, pour des raisons diverses, choisir le « *loyalisme* » et combattre les insurgés. On connaît bien le cas de l'officier catholique de la Garde civile le colonel Antonio Escobar Huertas qui combattit l'armée à Barcelone et dont Malraux a fait dans *l'Espoir*, sous le nom de « *colonel Ximénès* », un portrait attachant, mais des cas semblables sont peu fréquents. Les unités en question ne sont pas longtemps maintenues en tant que telles. Les hommes qui les composaient étaient en effet des précieux techniciens de la chose militaire et le moindre « *garde* » un cadre précieux pour des détachements de combattants improvisés. Elles inspiraient en outre une légitime méfiance : ne vit-on pas un officier de la Garde civile de la province de Cordoue, le capitaine Reparaz, se rallier à la République devant l'issue douteuse des premiers combats, demeurer ensuite dans le camp républicain le temps nécessaire pour passer de l'autre côté avec ses Gardes réunis sous ses ordres ? <sup>10</sup> Et la même région voit évoluer pendant quelques semaines à la tête des paysans en armes un Garde civil dont on va apprendre qu'il est accusé d'avoir été en 1934 le bourreau d'une cité minière asturienne.

On s'étonne parfois et l'on met en au compte des particularités espagnoles le fait que les milices constituées en réplique au soulèvement aient été des unités militaires dépendant de partis et syndicats, pas des « *milices du peuple* ». L'explication est simple. Dans l'atmosphère de guerre civile rampante des premiers mois de 1936, les seules formations armées, les unités militarisées de civils sont avant tout des groupes de défense : comités de défense de la C.N.T.-F.A.I., groupes d'auto-défense socialistes ou communistes qui, comme certaines unités spécialisées d '*asaltos* affrontent les armes à la main les *Pistoleros* de la Phalange. Le rôle de ces militants est de défendre les organisations, les hommes, les locaux, d'encadrer et de protéger les grèves et manifestations organisées par chacune. Or les organisations syndicales ouvrières s'affrontent et parfois de façon sanglante au sujet de la conduite et pour l'hégémonie dans les grèves, comme à Malaga, Séville et lors de la grève du bâtiment à Madrid, et, comme cela se répètera un peu partout, dès la fin victorieuse des combats contre le *golpe*, là où celui-ci est battu. Bien que la propagande dans les campagnes en faveur de milices d'auto-défense des paysans contre les mercenaires des propriétaires ou les Gardes civils à leur service, parle de « *milices* » tout court et pas de milices d'organisation, bien que Clandad fasse écho de temps en temps au mot d'ordre de « *milice du peuple* », le mouvement naturel a consisté à créer partout des milices privées d'organisation, avec les inévitables conséquences en matière de concurrence pour les cadres et les hommes de troupe, les armes, les munitions, le matériel, le ravitaillement.

Il nous semble que cette esquisse du tableau des politiques militaires avant l'insurrection militaire comporte des enseignements. Indépendamment des appréciations générales portées sur la politique de tels ou tels, on ne peut évidemment qu'être frappé du contraste qui existe entre les deux camps

---

<sup>10</sup> Ibidem, pp. 211-249.



qui vont s'affronter les armes à la main et l'importance qu'ils accordent aux questions militaires et notamment à celle des cadres militaires. Bien entendu, nous connaissons l'indulgence manifestée par les partis républicains bourgeois au gouvernement et avons proposé une explication politique, la raison d'être des républicains étant précisément d'éviter l'affrontement que des sanctions auraient précipité. Mais on peut relever que, du côté des organisations ouvrières, même les militaires qui se décident à passer à l'action « *contre-terroriste* » et à descendre à leur tour une « *tête* » du camp opposé ne vont pas tuer un général mais un député. Les *Asaltos* et militants socialistes qui enlèvent Calvo Sotelo — abattu au milieu d'eux, dans l'auto qui le transporte, par un *Pistolero* U.G.T. nommé Luis Cuenca — le font après avoir raté deux autres civils, Gil Robles et Goicoechea. De l'autre côté, en revanche, ce sont bel et bien les têtes militaires du camp ouvrier qui sont visées. Le capitaine Faraudo est abattu alors qu'il vient juste de recevoir la visite des jeunes dirigeants des milices socialistes dont il vient d'accepter de prendre un commandement qu'il n'a donc pas exercé. Quelques semaines plus tard, c'est le tour du lieutenant José del Castillo qui s'est distingué contre les *pistoleros* phalangistes, mais est aussi instructeur des milices et futur chef militaire, d'être abattu. Incontestablement, la contre révolution militaro réactionnaire phalangiste a bien mieux compris que ses adversaires l'importance de l'organisation et des questions militaires en général et elle a su se donner les moyens de paralyser ses ennemis le moment venu.

Au moment où commence la guerre civile, le bilan est facile à dresser. Sur le plan militaire, ce sont les conspirateurs contre-révolutionnaires qui ont l'initiative et qui peuvent d'un coup se débarrasser de tous leurs adversaires dans l'armée, frapper hésitants et tièdes. Ce sont eux aussi qui disposent, dans cette Navarre où la paysannerie « *chouane* » est prête à les suivre, une milice bien entraînée et armée. La contre-révolution est allée infiniment plus vite sur le terrain militaire que la révolution, entre autres parce qu'elle a pu bénéficier d'appuis extérieurs et que cette dernière ne peut être soutenue par aucun État. Mais le front de la guerre civile — et c'est capital — passe bel et bien à travers l'armée.

Nous ne reviendrons pas ici sur les premières heures du soulèvement et le caractère décisif de la politique. Le livre récent de F. Moreno Gomez illustre de façon presque caricaturale ce propos : certains comités de Front populaire croient contrôler un gouverneur en lui emboîtant le pas dans tous ses déplacements, et tel autre montre sa fermeté quand son secrétaire, membre du parti communiste, frappe du poing sur la table et crie au nez du haut fonctionnaire ! Entre le 18 et le 21 juillet 1936, les dirigeants ouvriers qui appliquent la politique du Front populaire, obéissent, selon la formule, au gouvernement, respectent l'armée, croient ou font semblant de croire à la parole des généraux, ceux qui ne trouvent pas des armes avant les premiers combats, ceux qui n'attaquent pas plus vite que les conspirateurs, tous ceux-là signent l'arrêt de mort de milliers d'hommes et de femmes et d'eux-mêmes pour commencer ; ce sont des anarchistes à Saragosse, des socialistes et des communistes à Séville, Oviedo, Cordoue. Seules la mobilisation ouvrière, l'armement, même sommaire, des travailleurs, leur offensive fondée sur le nombre et l'allant, les rassemblements de masse autour des casernes, l'attaque-surprise des officiers sur les bateaux de guerre, permettent de retourner la situation et d'écraser le *golpe* militaire dans plus de la moitié de l'Espagne. Là encore le précieux travail de Francisco Moreno Gomez démontre que ce sont les jeunes ouvriers, de façon inorganisée parfois, mais le plus souvent à travers leurs organisations, Jeunesses Libertaires, J.S.U. , qui refusent les négociations-pièges et les capitulations baptisées compromis et se lancent au combat malgré les hésitations des états-majors des organisations traditionnelles. La « *politique militaire* » est ici politique pure ; dès que les travailleurs ont réussi à s'emparer de quelques armes, tout se déroule à un rythme accéléré : l'élan des masses fait pencher la balance du côté du peuple face à une armée d'abord hésitante, puis divisée, finalement décomposée et détruite. Il faut aussi relever que de nombreux officiers déçus des cadres viennent se mettre au service du gouvernement ou des combattants.

L'enthousiasme révolutionnaire est un facteur militaire au même titre que la mobilisation des masses, mais il ne joue pas de façon semblable dans toutes les conditions matérielles. S'il a son effet maximal dans les combats de rue, la libération-éclair des villes rouges, il compte moins devant une puissance de feu infiniment supérieure en rase campagne, sous les bombardements de l'artillerie et de l'aviation. Les militaires de métier se jettent à terre quand un avion les mitraille, cependant que les miliciens courent de tous côtés et tentent d'échapper aux balles en courant. Les colonnes miliciennes connaissent ainsi d'effroyables paniques et de lourdes pertes. De ce point de vue, l'évolution des combats hors des villes révèle un retournement rapide de la situation militaire : dans les jours qui suivent le *Pronunciamiento*, les colonnes passent en quelques jours, voire en quelques heures, de quelques centaines d'hommes à peine armés, à quelques milliers qui le sont. Dans les semaines qui suivent, en revanche, les revers s'accumulent.

Au cours des premiers combats, ce sont la plupart du temps des militants dont la formation militaire ou les capacités en ce domaine étaient inconnues, car ils sont des entraîneurs d'hommes. Ils apprennent sur le terrain leur métier d'officiers et certains de ces chefs improvisés se révèlent très capables. Dans son livre sur l'Andalousie — que nous utilisons pour rompre un peu avec les thèmes rebattus et parce qu'il est d'une très grande valeur —, F. Moreno Gomez cite par exemple le jeune paysan de 24 ans, José Bernete, surnommé « *Ximeno* », qui enlève le poste de la Guardia civil de Fuente Palmera puis organise un détachement de cavalerie paysanne qui fera des ravages chez les militaires professionnels. Il fait également le récit des actions de contre-offensive d'un jeune député andalou, Alejandro Pérís Caruana, avocat de profession et irremplaçable inspirateur et entraîneur des milices ouvrières de Jaen <sup>11</sup>.

Les premiers combats coûtent très cher en vies humaines et le camp ouvrier et paysan enregistre des pertes très sérieuses : les paniques qui secouent des unités inexpérimentées, dénuées de toute formation technique, vont coûter notamment la vie à de nombreux chefs militaires ; professionnels ou non, moralement contraints de s'exposer plus qu'il ne serait raisonnable, pour le moral de leurs hommes, et dont la bravoure pour l'exemple est très souvent mortelle. Ainsi périssent à quelques semaines du début des combats non seulement les chefs improvisés, meneurs d'hommes plus que techniciens comme le socialiste Fernando de Rosa, le poumiste Etchebéhère et l'anarchiste Francisco Ascaso, mais encore des militaires professionnels devenus dirigeants de milices, comme Fernando Condés, Martínez Vicente, González Gil, Benito Sánchez, Demetrio Fontan, le colonel Puig, le commandant Escudero, tous anciens de l'UMRA. De ce point de vue, la politique de terreur appliquée aux combattants, l'exécution systématique des hommes pris les armes à la main appliquée par les troupes franquistes, est destinée à provoquer ou au moins à favoriser l'éclatement des unités de milices mal encadrées, mal commandées en général, peu formées et moralement fragiles dès que se révèle leur tragique infériorité matérielle.

De façon générale, on s'est engagé presque spontanément dans la voie suivie par la révolution russe qui avait traité les officiers en techniciens indispensables mais à contrôler. Dans les unités miliciennes il y a un « *chef* » politique et un conseiller militaire, ou un chef militaire avec un commissaire politique. La défiance demeure avec la tendance de chaque organisation à traiter en ennemi de classe à abattre tout officier qui s'est mis au service des milices d'une organisation alliée et rivale. Ainsi seront abattus à Barcelone le commandant Martínez et le capitaine Escobar, victimes de pistoleros antifascistes qui suppriment en leurs personnes les proches collaborateurs du responsable anarchiste Diego Abad de

---

<sup>11</sup> Rapport du l.c-Colonel Mord, attaché militaire à Madrid, Documents diplomatiques français, 1932 1939, 2e série, t. III, 31 juillet 1936.

Santillan. On voit des officiers, pourtant irréprochables, « *craquer* » sous les menaces de mort et se réfugier en France.

Dans la période qui marque la fin des combats de rue et qui s'étend jusqu'à la consolidation des fronts, quelques semaines à cheval sur juillet et août, le déroulement des opérations militaires confirme en quelque sorte par la négative les enseignements de la période précédente. Là où l'armée a été écrasée lors de son soulèvement et où l'unique force qui subsiste dans le camp « *républicain* » est la milice ouvrière et paysanne, la contre-offensive désordonnée, parfois coûteuse, fait retomber des centaines de villages, du joug des militaires — ou plutôt des Gardes civils — dans le camp adverse. C'est vrai — et on le sait depuis longtemps — pour l'Aragon paysan, car les milices ouvrières catalanes viennent buter sur la ville même de Saragosse où le prolétariat organisé a été saigné à blanc et écrasé. C'est vrai aussi pour ces villages de la province cordouane qui sont reconquis par les milices ouvrières de Jaen ou de Penarroja. Mais la situation se retourne bientôt et notamment en Andalousie à partir du moment où le gouvernement réussit à organiser en direction de Cordoue une colonne qui comprend une forte proportion d'unités régulières de l'armée, de la garde civile et d'assaut associées aux milices, sous le commandement du général Miaja. L'officier en question — il sera plus tard, président de la Junte de défense de Madrid, membre du P.C.E. et « *héros international* » de l'antifascisme — est un général obscur qui a probablement fait partie de l'U.M.E. des conspirateurs puis de l'éphémère gouvernement Martinez Barrio, s'est trouvé embarqué à Valence dans l'aventure de la « *Junte de défense* » par le gouvernement Giral: laquelle a vainement négocié pendant deux semaines un compromis entre les troupes des casernes et le peuple en armes. La colonne Miaja est en principe chargée de reconquérir Cordoue et sa province. On trouvera dans l'ouvrage de F. Moreno Gomez une analyse particulièrement serrée de sa politique militaire, caractérisée par « *sa lenteur extraordinaire et la parcimonie qu'elle apporte à la réalisation des opérations* ». Miaja — avec l'appui du capitaine Reparaz, qui passera bientôt de l'autre côté — pratique en effet une politique de conciliation entre les classes qui s'affrontent que M. Moreno Gomez appelle la « *politique de négociation* ». On négocie avec les garnisons de l'armée ou de la Garde civile ou les autorités insurgées en leur promettant qu'il ne sera pas question de laisser entrer les unités ouvrières dans leurs villes aux premiers instants. Les « *militaires professionnels* » de la colonne Miaja demandent à leurs frères d'armes de l'autre côté de se rendre entre leurs mains à eux, s'engagent à les évacuer et à ne laisser entrer les milices ouvrières et paysannes que quand ils seront hors de leur portée. Sous le couvert de prétextes humanitaires car les milices ouvrières ne font pas de quartier là où les franquistes ont déjà « *fait le ménage* », les opérations sont considérablement ralenties et cela permet finalement aux rebelles de conserver Cordoue. Disons-le franchement, l'échec de la colonne Miaja avec sa « *lenteur caractéristique* », n'est pas un échec « *injustifié et Incompréhensible* », il est, tout au contraire, le fruit d'une politique militaire de conciliation qui s'oppose frontalement à celle de la révolution. Bien qu'il n'en tire lui-même aucune conclusion, M. Moreno Gomez explique au fond très bien la « *politique Miaja* » : en cherchant à éviter l'affrontement sanglant et en faisant traîner en longueur les négociations, la politique militaire de Miaja — comme celle de Martinez Barrio et de la Junte déléguée — compromet les chances de victoire de la révolution en la condamnant à une « *guerre moderne* » conventionnelle dans cette dernière a de fortes chances d'être isolée et de manquer d'armes et de munitions ; ce ne peut être sans raison que le général soit devenu plus tard le héros du P.C. espagnol.

A la fin du mois de juillet, l'attaché militaire français, l'un des observateurs les plus pénétrants de la scène militaire, écrit :

« *Si l'armée n'a pas vaincu tout de suite, c'est qu'il y a quelque chose. Je ne serais pas étonné que cet ordre, cette discipline, fussent sans âme, sans élan, et que le potentiel d'énergie des bandes populaires, si médiocres fussent-elles, fût encore supérieur à celui de l'armée. D'un côté, des gens qui savent*

*pourquoi ils combattent ou meurent : ils sont ridicules, ils ont des hauts et des bas, ils peuvent s'effondrer. Mais tout de même il y a parmi eux quelques guérilleros héroïques, quelques ouvriers qui acceptent de mourir pour une liberté peut être illusoire De l'autre côté ; une armée où seuls les officiers savent ce qu'ils veulent et pourquoi ils combattent. »*<sup>12</sup>

Nous nous en voudrions d'ajouter ne fût-ce qu'un mot à ce jugement à partir d'un critère de classe, signé du lieutenant-colonel Mord sympathisant à l'époque de *L'Action française*. A la même époque, l'attaché allemand Schwendemann parle de « *la relative force* » des troupes dites républicaines, qui « *affecte les questions militaires* » et von Dieckhoff, quelques jours plus tard, de la faiblesse numérique des nationalistes, qui n'ont aucun soutien dans les larges masses. Le 14 octobre cependant, le lieutenant-colonel Mord dresse un constat de la défaite des milices, « *mal armées, armées seulement de fusils..., presque sans artillerie* » dont il ajoute qu'elles sont, depuis la débâcle de Talavera, le 2 septembre 1936, « *persuadées de la supériorité, de l'invincibilité des moyens des militaires* » et qui, désormais, « *ont partout lâché pied avant le choc* », parce qu'elles manquent d'armes<sup>13</sup>.

A la fin du mois de juillet et en août, il existe, au fond, trois camps « *mondiaux* » en Espagne et dans le monde. Les conspirateurs, oligarches, fascistes et officiers de métier, désormais coiffés par l'homme de la vingt-cinquième heure Francisco Franco, bénéficiant de l'appui des gouvernements de Rome et de Berlin, reçoivent d'eux avions, armes et munitions. Au sein du gouvernement français de Front populaire, les vellétés de Pierre Cot et de Léon Blum pour respecter les engagements français de livrer des armes ont été rapidement jugulées ; les livraisons d'armes, à peine commencées, ont été interrompues et Léon Blum cherche à rallier les puissances à ce qui sera la politique de « *Non-Intervention* »— finalement acceptée par toutes, U.R.S.S. comprise. La solidarité dite « *anti-fasciste* » ne relève de ce moment que du discours de propagande. Il n'y a même pas de relations diplomatiques entre Moscou et Madrid. Les compagnies pétrolières et les autorités qui représentent à Gibraltar Sa Majesté britannique n'ont pas eu besoin d'une longue concertation pour refuser purement et simplement le plein de fuel à la flotte républicaine — ce scandale qu'est à leurs yeux cette flotte sans officiers. Cette position ferme d'« *antifascistes* » aussi notoires suffit à annuler, en quelques heures, les conséquences de la victoire des marins sur les golpistes dans la flotte de guerre.<sup>14</sup>

Pour soutenir les miliciens sans armes, sans chefs, sans instructions militaires, sans perspective autre que de tenir, n'importe comment, jusqu'au bout, il existe pourtant, en Europe, et dans le monde, des millions d'hommes prêts à se battre les armes à la main. Certains d'entre eux sont déjà en route. D'autres s'indignent et manifestent, réclament « *des canons, des avions pour l'Espagne* ». La guerre d'Espagne est commencée. C'est une guerre civile espagnole, mais aussi une guerre civile mondiale, une guerre de classes. Mais les deux camps ne s'y sont pas pareillement préparés.

Il y a ceux qui croyaient à la guerre civile et ceux qui n'y croyaient pas et qui vont la faire perdre à tous les opprimés.

---

<sup>12</sup> Rapport du l.c-Colonel Mord, attaché militaire à Madrid, Documents diplomatiques français, 1932 1939, 2e série, t. III, 31 juillet 1936.

<sup>13</sup>. Ibidem, rapport du 14 octobre 1936. Le lieutenant-colonel ajoute plus loin que les rebelles ont « *plus de moyens matériels (chars, armes automatiques, avions) que de troupes* ».

<sup>14</sup> Michael Alpert, qui prépare un livre sur la Flotte républicaine pendant la guerre civile, a donné tous les détails sur cet épisode dans sa leçon de l'Ecole d'été de Salamanca en juillet 1985.